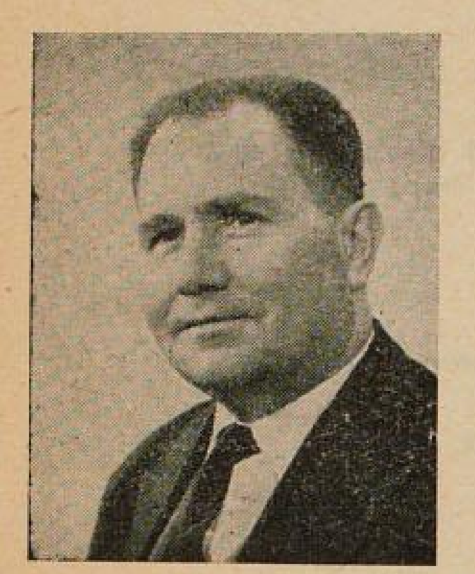
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE L'ORNE **1re CIRCONSCRIPTION**

Élections Législatives du 5 mars 1967

FÉDÉRATION DE LA GAUCHE

Démocrate et Socialiste



Candidat :

H. ALEXANDRE

Suppléant :

Docteur MANSEAU

Électrices, Électeurs,

Au lendemain du vote de la Constitution le Président de la République s'exprimait ainsi :

« La mission que le pays m'a confiée exclut que je prenne parti. » « L'impartialité m'oblige... »

Il y a quelques jours, le même Président de la République, utilisant abusivement la Télévision, **indiquait aux français pour qui ils devaient voter,** divisant ainsi la France en deux clans rivaux.

Cette tromperie flagrante, ce dédain de la personne de chaque citoyen, nous les retrouvons en permanence pendant les neuf ans de gaullisme, d'un gaullisme quasi-absolu dans une stabilité d'apparence sans nuages.

Neuf ans de Ve République, à peine moins que les treize années de la IVe !

Une France prise en charge en 1958 en pleine prospérité, car si le Pays avait pu souffrir de graves maux endémiques politiques, sa santé économique était par contre en pleine ascension apportant une preuve assez extraordinaire que les gouvernements qui s'étaient succédés jusque-là, si malmenés qu'ils aient été dans une tourmente permanente, avaient bénéficié d'équipes de valeur et d'une compétence telle qu'au travers des crises, ils avaient su néanmoins assurer avec succès une continuité dont le moins que l'on puisse dire c'est qu'elle fut tout à leur honneur !

Treize ans pour reconstruire la France dans les pires vissicitudes ! Neuf années de gaullisme ! Qu'a donc fait celui-ci du capital qui lui fut légué ?

Malgré les atouts maîtres qui lui furent ainsi donnés, malgré la dévaluation Pinay qui marqua le début du règne gaulliste, dévaluation qui en assura de supplémentaires, toutes choses avec lesquelles il put un moment faire illusion, les signes de sa faillite se multiplient. **En huit ans,** si l'on compte ladite dévaluation, **c'est une dégradation de 60 % qu'a connue le franc.** Les prix montent régulièrement de 4 % par an, taux que s'emploient à minimiser les indices officiels. **Le chômage se développe et dépasse aujourd'hui 300 000,** sans compter les jeunes qui, sortis de la scolarité, n'ont pas encore connu le travail. Les budgets ne résistent pas aux manipulations de notre grand argentier et accusent des « impasses » sans cesse en progrès. La balance des comptes marque depuis quelques mois un déficit régulier, **70 milliards de devises ont déjà fondu.** Dans les secteurs industriels et pour la plus grande part d'entre eux se perpétue une langueur déprimante, l'automobile seule en flèche mais pas pour longtemps, 1967 s'annonçant pessimiste. **Le bâtiment s'enfonce dans le marasme.** Les investissements restent toujours aussi réticents, en un mot, une économie rongée par une atonie persistante qu'aucun artifice financier ne parvient à ranimer. Au point qu'après avoir avec ostentation voulu fermer la porte aux capitaux étrangers et plus particulièrement aux Américains sous le prétexte d'une indépendance ridiculement anachronique, c'est tout juste si aujourd'hui, on ne les sollicite pas, on ne les implore pas, même. Et ce n'est pas des capitaux venant des pays communistes que nous pouvons attendre des investissements.

Aussi les accusations s'élèvent-elles aujourd'hui de partout et se font-elles plus précises. Face aux **folles dépenses de prestige** distribuées pour que s'élèvent surtout et avant tout les fumées d'encens, face aux **centaines de milliards engloutis et perdus à jamais** dans les sables du Sahara pour « une force de frappe » toujours aussi dérisoire, face encore aux centaines de milliards jetés sur les atolls du Pacifique pour satisfaire à la même et ruineuse aberration, poursuivie en Guyane par le rêve puéril sans doute d'une NASA, **savants et chercheurs dressent leur réquisitoire.** Le corps médical tout entier, des plus hautes sommités aux simples praticiens, dans leurs assemblées, leurs congrès, les interviews, jusqu'à la télévision où leurs vérités s'expriment brutalement, lancent le cri de leur conscience, cri déchirant devant les milliers et **dizaines de milliers de malades qu'ils ne peuvent arracher à la mort faute de moyens,** des équipements que la science met aujourd'hui au service de la santé publique.

Pour se défendre, les accusés n'ont d'autres ressources que de se réfugier en des comparaisons invérifiables pour tout un chacun avec l'étranger ou encore et toujours avec la IVe République dont nous avons vécu la charge écrasante.

Allons, Messieurs de la Ve, votre République recule, recule dans tous les domaines et l'Opinion vous appelle aujourd'hui à la barre.

QU'AVEZ-VOUS FAIT ?

PROGRAMME DE GOUVERNEMENT DE LA F. G. D. S.

POUR LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES (5 mars 1967)

La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, qui regroupe le parti socialiste S. F. I. O., le parti radical socialiste, la Convention des Institutions Républicaines et de nombreux Clubs propose aux électeurs et électrices de l'Orne ce programme, réalisable dans les cinq années de la prochaine législature.

UNE SOCIETE DE CITOYENS LIBRES

Tout dépend aujourd'hui de la volonté d'un seul. Nous lui opposons la volonté de tous, qui doit s'exprimer dans une société de liberté. Nous proposons :

La suppression ou la révision des articles de la Constitution utilisés pour établir le pouvoir personnel ;
Un contrat entre la majorité de l'Assemblée et le Gouvernement ;
Une cour suprême protégeant les libertés ;
L'épanouissement des libertés des communes en leur confiant les moyens de gérer leurs propres affaires.

UNE ECONOMIE DE PROGRES

Une nation moderne doit avoir la volonté de développer le bien-être de tous. Malheureusement, la France de 1967 n'est pas une nation moderne. Un bilan complet de la gestion gaulliste le fera apparaître. Nous proposons donc les mesures économiques et financières suivantes :

La nationalisation des industries de l'armement et de l'espace et le contrôle de celles qui vivent d'abord des crédits de l'Etat.
La suppression des exonérations que le gaullisme a créées pour les gros revenus et la lutte contre la fraude fiscale ;
La détaxation des produits de consommation courante ;
La taxation des plus-values capitalistes.

UNE AGRICULTURE MODERNE

L'agriculture est un élément fondamental de la vie d'un pays. Une politique cohérente doit intégrer l'agriculture dans l'économie générale. Nous proposons :

La défense de la moyenne et petite exploitation familiale acculée au suicide par la responsabilité de Messieurs PISANI et E. FAURE ;
La recherche de nouveaux débouchés pour les produits agricoles (Europe, Tiers-Monde) ;
Le développement de l'équipement collectif (eau, habitat, électricité, téléphone) ;
La création d'un office de la viande.

LES FONDEMENTS DE LA JUSTICE SOCIALE

L'augmentation de la production et les progrès de la technique devraient toujours entraîner un relèvement continu du niveau de vie. Une véritable démocratie suppose des droits politiques et sociaux :

Le droit au travail, avec la suppression des zones de salaires, l'indexation du S. M. I. G., une politique préventive de reconversion ;
Le droit à la santé, avec l'extension et la modernisation du secteur hospitalier, des salaires décents pour les personnels hospitaliers, une aide accrue à la recherche médicale, la création d'un office central des industries pharmaceutiques.
Le droit au logement, avec la construction de 600 000 logements par an.

LA PROMOTION DE LA FEMME

La dignité de la femme sera reconnue pour assurer sa promotion personnelle. Ce qui suppose :

L'abrogation des textes qui interdisent la liberté de conception.
L'égalité juridique entre les époux et le libre accès des femmes aux emplois et fonctions, en respectant le principe : « A travail égal, salaire égal ».

LA PRIORITE DES PRIORITES A L'EDUCATION NATIONALE

Pour donner à la jeunesse l'égalité des chances dans la vie et lui apporter le droit à un avenir heureux, nous proposons :

Le rétablissement de l'indépendance de l'Université et la concentration de tous les enseignements et de tous les services para-scolaires et de la jeunesse au sein d'un grand ministère de l'éducation nationale ;
La refonte et l'allègement des programmes scolaires ;
Le retour à la laïcité intégrale de l'école ;
L'abaissement de la majorité civile et civique à 18 ans ;
L'abaissement de la durée du service militaire à 12 mois ;
Le développement de l'éducation physique.

LA PAIX DANS UN MONDE ORGANISE

La paix est le bien le plus précieux, la guerre le pire des maux. L'arme atomique peut détruire l'Humanité. Les plus grands savants et les plus hautes autorités spirituelles ont lancé à cet égard des avertissements solennels. Nous proposons :

La renonciation à la force de frappe atomique et la coopération atomique européenne en faveur des œuvres de paix ;
Une action énergique de la France pour la construction d'une Europe des peuples, garantie par l'élection au suffrage universel d'un parlement européen ;
Une action concrète de la France en direction du Tiers-Monde, avec ses deux milliards d'êtres humains manquant de tout.

La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste prend l'engagement solennel de réaliser au pouvoir le programme qu'elle vous présente.

En vous prononçant pour ce programme et pour le candidat de la Fédération, vous vous dresserez contre un régime de pouvoir personnel, pour la démocratie au service de l'homme.

Le Candidat :

Henri ALEXANDRE

Contrôleur des P. T. T.
Secrétaire fédéral adjoint de la S. F. I. O.

Le Suppléant :

Alfred MANSEAU

Docteur-Vétérinaire
Président départemental de la F. G. D. S.

PRIOUL PÈRE ET FILS - ALENÇON